

REPUBLIQUE FRANCAISE
Commune de SASSENAGE
ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2024-137

ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT.

Avenue de la Falaise, entre son carrefour avec le chemin de Fontaine et son carrefour avec la rue des Pies – Sociétés EUREA, RAY ASSAINISSEMENT, BOVO ET FILS – Réseaux EU et EP : inspection télévisée, hydro-curage et réhabilitation des regards de visite – Voie(s), ou section(s) de voie(s), et dépendances du domaine public routier métropolitain situées en partie agglomérée de la Commune de Sassenage.

Le Maire de la commune de Sassenage, (Isère) ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les articles L.2213-1 à L.2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1, L 411-6 et L 411-7, R.411-2;

Vu les articles R. 110-1 à 3 du Code de la Route ;

Vu les articles L. 411-1 et L. 412-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2007 (document téléchargeable via le lien suivant : <https://www.sassenage.fr/vie-municipale/publications/autres-publications/>);

Vu le règlement général de voirie métropolitain au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement, dispositions administratives et techniques applicables à compter du 1^{er} août 2018, approuvé par délibération du conseil métropolitain en date du 6 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté municipal n° 2019-106 du 18 avril 2019 modifiant les limites de la partie agglomérée de la Commune de Sassenage ;

Vu l'arrêté municipal n°2020-317 du 17 décembre 2020 par lequel Monsieur le Maire de Sassenage s'est opposé notamment au transfert des pouvoirs de police municipale liés à la compétence voirie concernant notamment le pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement ;

Vu l'arrêté municipal n° 2023-126 du 3 mai 2023 nommant Monsieur Hervé MADINIER en tant que conseiller municipal délégué, avec délégation de fonction du Maire dans les domaines du patrimoine, des bâtiments, des travaux et des mobilités ;

Vu la demande des sociétés EUREA, sise 65, Av. de la Dourdenne – 31620 Fronton, RAY ASSAINISSEMENT sise 1, Route de Jameyzieu – 38230 Charvieu-Chavagneux, et BOVO ET FILS, sise 500, Chemin de la Forêt – 82600 Verdun-sur-Garonne, afin de procéder à l’inspection télévisée, l’hydro-curage et la réhabilitation des regards de visite sur les réseaux EP et EU sur l’Avenue de la Falaise, entre son carrefour avec le chemin de Fontaine et son carrefour avec la rue des Pies ;

CONSIDERANT la configuration de l’Avenue de la Falaise, entre son carrefour avec le chemin de Fontaine et son carrefour avec la rue des Pies, notamment ses caractéristiques géométriques telles que sa largeur de chaussée et ses dépendances au droit de la zone d’intervention des sociétés EUREA, RAY ASSAINISSEMENT et BOVO ET FILS ;

CONSIDERANT la demande des sociétés EUREA, sise 65, Av. de la Dourdenne – 31620 Fronton, RAY ASSAINISSEMENT sise 1, Route de Jameyzieu – 38230 Charvieu-Chavagneux, et BOVO ET FILS, sise 500, Chemin de la Forêt – 82600 Verdun-sur-Garonne, afin de procéder à l’inspection télévisée, l’hydro-curage et la réhabilitation des regards de visite sur les réseaux EP et EU sur l’Avenue de la Falaise, entre son carrefour avec le chemin de Fontaine et son carrefour avec la rue des Pies ;

CONSIDERANT que l’intérêt majeur de la sécurité et de la tranquillité publique justifie pleinement les limitations ainsi apportées ;

ARRÊTE :

Article I. Pendant la durée du chantier, et selon l’avancement des travaux, la largeur de chaussée sur l’Avenue de la Falaise sera ponctuellement rétrécie au niveau des zones d’intervention des bénéficiaires du présent arrêté, entre le carrefour avec le chemin de Fontaine et le carrefour avec la rue des Pies. Cette restriction sera matérialisée par un panneau du type **A3**, ou **A3a**, ou **A3b** qui sera implanté de part et d’autre de la section concernée par l’intervention de ladite société.

Article II. Une circulation alternée sera mise en place durant la réalisation des travaux situés sur l’Avenue de la Falaise entre le carrefour avec le chemin de Fontaine et le carrefour avec la rue des Pies, au droit des zones d’intervention des bénéficiaires du présent arrêté. Celle-ci sera régulée soit par signaux manuels du type **K10**, soit par l’installation de panneaux du type **C18** et **B15** (le sens de circulation prioritaire sera fonction de la densité de circulation constatée sur l’une ou l’autre des voies), soit par feux tricolores à cycle fixe du type **KR11**.

Article III. La circulation des piétons sera interdite au droit des zones d’intervention des bénéficiaires du présent arrêté.

Un panneau portant la mention « cheminement piéton barré » et appuyé, selon le cas, par un élément de signalisation réglementaire (type **B0**) sera mis en place à l’amont et à l’aval des portions des trottoirs qui seront fermées à la circulation piétonne (impérativement au niveau de la traversée piétonne). Cet élément de signalisation pourra être complété par un panonceau qui précisera l’étendue de cette restriction afin d’assurer la cohérence avec tout ou partie des restrictions mentionnées dans le présent article. Un itinéraire de déviation sera disposé en amont et en aval des zones du chantier et au droit d’une traversée piétonne afin d’assurer une continuité dans le déplacement de ces usagers, y compris des personnes à mobilité réduite qui doit être assurée en toute sécurité.

- En cas d’interdiction de circulation piétonne sur le trottoir Ouest de l’Avenue de la Falaise, les piétons devront pouvoir emprunter le trottoir Est ;
- En cas d’interdiction de circulation piétonne sur le trottoir Est de l’Avenue de la Falaise, les piétons devront pouvoir emprunter le trottoir Ouest ;

Article IV. La circulation des cycles sur la piste cyclable existante positionnée en bordure Ouest de l'Avenue de la Falaise sera interrompue pendant toute la durée des travaux. Les cycles seront réinsérés dans la circulation avec les autres véhicules.

Article V. La vitesse des véhicules sera abaissée à 30 km/h dans l'emprise et à l'approche des zones de chantier. Cette limitation sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B14** portant la mention « **30** » qui sera(ont) disposé(s) à l'amont des zones de chantier. Si les sections de voie situées de part et d'autre des zones de travaux sont réglementées par une vitesse maximale autorisée > à 30 km/h, un ou plusieurs panneaux du type **B31** seront mis en place pour lever cette restriction.

Article VI. Les dépassements dans l'emprise des zones d'intervention seront interdits quelle(s) que soi(en)t la ou les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B3**. En fin de zone de chantier un panneau du type **B31** sera mis en place pour lever cette restriction.

Article VII. Pendant la durée des travaux aucun stationnement ne sera autorisé dans l'emprise des zones de travaux, excepté pour le ou les véhicules, base vie, zone de stockage... affectés à cette opération. Cette restriction sera matérialisée par un ou plusieurs panneaux du type **B6a1** ;

Article VIII. Pendant la durée du chantier, les services de secours devront pouvoir accéder à l'ensemble des habitations et des propriétés du secteur. Il en sera de même pour les riverains (habitants, usagers...) qui devront être en mesure d'accéder en permanence à leur(s) propriété(s), aux différents locaux d'activités aux habitations... desservis par les zones d'intervention.

Article IX. Si un ou plusieurs point(s) de collecte des ordures ménagères est ou sont positionné(s) dans l'emprise ou aux abords des zones d'intervention et se trouve(nt), de ce fait, susceptible(s) d'être impacté(s) par le chantier, les pétitionnaires seront chargés de prendre contact, au moins 72 heures avant leur intervention, avec le service métropolitain en charge de la collecte des ordures ménagères (Thierry Caruel Responsable Collecte Ouest - *Direction des territoires Secteur Nord-Ouest*- courriel : thierry.caruel@grenoblealpesmetropole.fr - Tél : 06 26 82 30 89). Le ou les points de collecte impacté(s) pourra(ont) être provisoirement déplacé(s) soit à l'amont soit à l'aval des zones d'intervention.

Article X. Pendant toute la durée du chantier, les entreprises intervenantes devront veiller à maintenir, par tous moyens adaptés, une visibilité suffisante au niveau de toute intersection et au droit des points d'accès (entrées/sorties de propriétés) aux différents sites (habitations...) qui débouchent au droit des zones de chantier.

Article XI. La signalisation réglementaire conforme aux alinéas de la 8^{ème} partie du livre 1^{er} de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – arrêté du 6 novembre 1992 modifié - sera mise en place, entretenue et déposée par les bénéficiaires du présent arrêté, qui seront seuls responsables des accidents ou dommages causés aux tiers pouvant survenir par défauts ou insuffisance de signalisation ou par l'inobservation des mesures de sécurité;

Article XII. L'ensemble de cette réglementation sera appliqué **du 20 mai 2024, 8h00, au 24 juin 2024, 18h00**. Toutefois et si les conditions requises pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants sur le site sont réunies, tout ou partie des présentes dispositions pourront être levées pendant et/ou en dehors des horaires de travail sur le chantier.

Article XIII. Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage, par les bénéficiaires, sur les lieux de chantier ;

Article XIV. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur;

Article XV. En application des articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Dans ce cas, le délai de recours contentieux est repoussé de deux mois supplémentaires à compter d'une nouvelle décision de l'administration.

Article XVI. Monsieur le Maire de la commune de Sassenage, la Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Sassenage, le 15 mai 2024

Par délégation,
Le conseiller délégué
au Patrimoine, aux Bâtiments, aux Travaux et
Mobilités

Hervé Madinier

Notifié le : 21 MAI 2024

